

PRÉPARATIFS INSUFFISANTS DE LA SAISON ESTIVALE

Le wali de Boumerdès voit rouge

Le wali de Boumerdès avait promis de grands changements en matière de commodités, d'hygiène, d'accès, de sécurité et d'éclairage public dans les 45 plages qui seront autorisées à la baignade dans la wilaya de Boumerdès. C'est un fait. D'un autre côté, avec la fin des examens et le départ des juilletistes, on s'attend à ce que des centaines de milliers de citoyens envahissent les plages de cette wilaya juste après les fêtes de l'Aïd.

Le wali fait son constat. Ils estiment que certains responsables locaux ne l'ont pas suivi. Ils n'ont pas pris la chose au sérieux pour rendre ces plages sûres, accueillantes et conviviales. Durant deux jours, Abderrahmane Madani Fouatih a sillonné le littoral de la wilaya pour s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs de la saison des baignades. Pour lui, une saison de baignades réussie est un acte de marketing pour le développement du tourisme dans son acception moderne. Lundi, la première étape de cette virée a mené le wali le long des rivages de l'est de la wilaya. Le second jour a été réservé aux plages de l'ouest.

Ce premier périple a mal commencé. A la vue des insuffisances à la plage de la commune d'Affir, le chef de l'exécutif est entré dans une grande colère en désignant le chef de la daïra de Dellys, représentant du wali, comme responsable de cette négligence. Le terme «khourda» a été utilisé pour classer cette plage. Le chef de l'exécutif est immédiatement reparti refusant d'écouter les explications des responsables locaux. Idem à la plage des Salines de la commune de Dellys où d'autres insuffisances sont constatées. Dans l'une des 4 plages de Sidi-Daoud où il a été accueilli par le

chef de la daïra de Baghlia et le maire de la localité, le wali a trouvé quelques arguments de satisfaction puisque les travaux d'aménagement avançaient à grands pas. Les plages de Cap-Djinet commencent à acquérir de la notoriété et les élus locaux prennent conscience que c'est un facteur de développement de leur municipalité.

Plage Mandora, un indice du retour de la sécurité et de l'or en barre

Il y a quelques années, il était totalement inconcevable qu'un cortège officiel puisse traverser, en



barre. Cette plage peut vous rapporter une fortune.»

L'accès aux plages est gratuit

Durant tout son périple, le wali n'a cessé de répéter aussi bien aux autorités locales qu'aux jeunes qui l'interpellaient sur l'affectation des espaces publics, les parkings notamment, que l'accès aux plages est gratuit. A ce propos, Madani Fouatih avait strictement interdit aux maires de délivrer à leurs administrés des autorisations de complaisance d'occupation des espaces publics à des fins commerciales. Ces autorisations deviennent par la suite des agréments de racket des baigneurs. «Tout sera étudié au niveau de la commission de la wilaya au sein de laquelle siègent les chefs de daïra», nous a affirmé le wali à la fin de son périple. La gratuité réelle des plages de la wilaya est le premier changement attendu par rapport aux années passées.

Abachi L.

toute sécurité, ce qui reste de la forêt de Souicha, dans le nord de la commune de Leghata (daïra de Bordj-Menaïel) pour arriver au niveau de la magnifique plage aux dimensions interminables. La forêt en question était une véritable caserne des terroristes de la kati-bat El-Arkame et le fief des pilliers de sable complices des terroristes.

Lundi dernier, le cortège a

emprunté une piste ouverte dans la précipitation pour arriver au bord de l'eau. Pour une première ouverture, les commodités ne seront probablement pas toutes disponibles mais dans quelques années, si des efforts sont accomplis, cette plage figurera, sans doute, dans le top 10 des plages algériennes. C'est ce qui a fait dire au wali : «Vous avez de l'or en

LOGEMENT PROMOTIONNEL

Le désarroi des souscripteurs de Thénia

Une partie des 382 souscripteurs de logements promotionnels en projet dans la commune de Thénia, Wilaya de Boumerdès ont envoyé une lettre au ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et au wali de Boumerdès pour leur faire part de leur désarroi.

C'est le promoteur Ahmed Belaïd — qui n'est pas à son premier chantier — qui est en charge de ce projet. Dans leur lettre, ces souscripteurs écrivent : «Nous dénonçons les manigances de ce promoteur

dans l'établissement des contrats notariés avec la non-fixation des délais de réalisation de nos logements pour certains et la promesse de délivrer nos logements avec des délais différents pour d'autres.»

Les protestataires affirment en outre qu'ils «ont souscrit en 2010 voire depuis 2008 pour d'autres, et que les travaux de construction sont à l'arrêt». Ahmed Belaïd, désormais député élu sur la liste de l'Union nationale pour le développement (UND), que nous avons joint au téléphone dément les allégations de ses clients qu'il estime de mauvaise foi. «Certains souscripteurs tergiversent lorsqu'on leur demande d'aller chez

le notaire. L'explication est simple, ils sont souscripteurs chez AADL. Il y a moins 30% dans ce cas», dira-t-il au téléphone. Belaïd nous a affirmé qu'il ne reste que 15% de travaux et que faute de paiement des échéances de la part des souscripteurs, ces travaux ne peuvent avancer. D'autre part, il nous a expliqué que la banque n'avance plus de crédit à cause des dépassements des sommes allouées.

A. L.

SIDI-AÏCH

Commémoration de la marche des arouch

14 juin 2001-14 juin 2017, seize années se sont écoulées depuis la marche historique des arouch sur Alger. Ce jour là, la Kabylie s'est soulevée comme un homme à travers une marche vers la capitale pour réclamer du pouvoir central, la satisfaction des revendications citoyennes contenues dans la plateforme d'El Kseur.

La marche pacifique du mouvement citoyen sera férocement réprimée dans le sang par le pouvoir. Par devoir de mémoire, pour que nul n'oublie ces douloureux événements du printemps noir ayant fait 126 martyrs et des milliers de blessés, la jeune association socioculturelle Tamusni de Tinebdar dans la daïra de Sidi-Aïch a organisé dans la soirée de mercredi une conférence-débat animée par Sofiane Adjlane, l'une des figures de proue de la coordination intercommunale de Béjaïa (CICB) et de l'interwilaya des archs pour rappeler ces sanglants événements du printemps noir 2001.

Dans son intervention, l'ancien délégué de la CICB entame son témoignage en remémorant l'assassinat du jeune Massinissa Guermah perpétré dans une brigade de gendarmerie à Béni-Douala avant d'évoquer également l'arrestation, trois jours après des trois collégiens à Amizour, par les éléments du même corps de sécurité qui constitue la deuxième étincelle ayant provoqué l'embrasement de la Kabylie.

Avant d'aborder la marche du 14 juin 2001, Sofiane Adjlane est d'abord revenu sur les différentes étapes de la création des différents comités de suivi des événements au lendemain de l'assassinat de Guermah Massinissa pour «arrêter l'effusion du sang et faire face à la répression impitoyable des jeunes manifestants par le pouvoir». Il rappellera la rencontre avec le comité populaire le 27 mai 2001 lors d'une réunion de l'ensemble des comités de suivi de la wilaya Béjaïa obser-

vée à l'Université de Béjaïa avant la réunion de l'interwilaya d'El Kseur le 11 juin 2001, pour l'élaboration de «la plateforme d'El Kseur et décider de l'organisation de la marche sur Alger le 14 juin de la même année, pour transmettre les revendications citoyennes au premier magistrat du pays», signale-t-il.

«La marche pacifique sur Alger a été décidée pour remettre la plateforme de revendications citoyennes au président de la République et réclamer sa satisfaction, mais on a été accueilli par les moyens de répression les plus cruels. Ils ont libéré des voyous pour agresser avec des armes blanches des jeunes venus exprimer pacifiquement leur revendica-

tions légitimes. Des milliers de policiers ont été aussi mobilisés pour réprimer la marche», se souvient Sofiane Adjlane.

Dans sa rencontre-débat avec le public, Sofiane Adjlane est aussi revenu sur les divisions et les contradictions qui ont miné le mouvement citoyen ainsi que sur l'amorce du dialogue avec Ouyahia et le premier dialogue des «arouch Taiwan avec le chef du gouvernement de l'époque Ali Benflis». Pour l'ancien délégué de la CICB, «si le premier dialogue avec Ali Benflis avec des délégués Taiwan non représentatifs a été déjà largement dénoncé par la population, le dialogue avec Ouyahia a fait beaucoup de mal au mouvement», juge-t-il. «On n'a pas été à la hauteur

d'une aussi lourde charge ; on avait déjà mis en garde contre un dialogue avec Ouyahia qui a signé l'acte de mort du mouvement. Certains de mes camarades à l'instar de ceux de cette commune de Tinebdar à laquelle je rends hommage pour le combat de sa jeunesse durant les événements se sont farouchement opposés au dialogue. Les délégués qui ont accepté de prendre langue avec Ouyahia, se sont fait piégés. J'aurai aimé que des rencontres s'organisent pour faire le bilan de ce mouvement et débattre avec les différentes tendances pour que les nouvelles générations soient éclairées sur ces tragiques événements», a conclu Sofiane Adjlane.

A. K.

BÉJAÏA

Mise en service partielle de la gare maritime le 30 juin 2017

En travaux depuis plusieurs années, la gare maritime de Béjaïa sera partiellement mise en service à la fin de ce mois de juin.

L'annonce de cette mise en service partielle de la gare maritime a été faite par le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab, lors d'une visite d'inspection du projet pour vérifier l'état d'exécution des recommandations dictées lors de la réunion tenue au niveau de l'EPB la semaine dernière et décidées en présence de deux directeurs centraux du minis-

tère des Transports. «Entre autres décisions prises en commun accord, et après avoir réuni toutes les conditions nécessaires, la mise en service partielle de la gare maritime le 30 juin 2017», cite la cellule de communication du wali dans un communiqué.

Le wali de Béjaïa a souhaité mettre à la disposition des voyageurs cette gare durant la saison estivale pour leur assurer un meilleur accueil.

Alignée aux standards internationaux, et réalisée sur deux sites qui seront reliés par deux passerelles, la gare maritime contribuera à améliorer les conditions d'escales et d'accueil des passagers

et le transit de leurs véhicules. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de la nouvelle gare est de 87%. La gare maritime de Béjaïa est dotée de moyens permettant de répondre aux besoins du flux de voyageurs, précise la cellule de communication de la wilaya. Elle peut contenir 500 touristes et dispose d'un espace pour 400 voitures.

Concernant les formalités, le temps consacré n'excéderait pas 2 heures. La nouvelle gare disposera d'un parking d'une capacité de 350 voitures, d'un centre commercial et autres locaux.

A. K.